Effectif légal du Conseil Municipal : 19 Présents : 12
Nombre de Conseillers en exercice : 17 Votants : 12+4

L'an deux mille vingt-cinq le vingt-quatre mars, à 19h00, en application des articles L. 2121-7 et L. 2122-8 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), s'est réuni le Conseil Municipal de la Commune de Noailan dûment convoqué en séance ordinaire, le dix-huit mars 2025, sous la présidence de Madame Bernadette NOEL, Maire.

Étaient présents : Mmes et MM. B. NOEL, P. DECOSTER, M. CODEGA, J. SANLIAS, P. BRICOUT, G. DUSSILLOL, T. LAVOCAT, E. BERGES, G. MANTEL, C. CHARRIER, S. MILON, S. SANCHEZ-TROYAS,

Absents représentés : C. MARIE (pouvoir à P. DECOSTER), A. MOUGINET (pouvoir à E. BERGES), X. FAUQUE (pouvoir à S. SANCHEZ-TROYAS), I. GENET (pouvoir à S. MILON)

Absents : C. DUFFIE

Secrétaire de séance : G. DUSSILLOL

Madame le Maire ouvre la séance du conseil municipal à 19h00 et constate que le quorum est atteint.

Elle annonce qu'elle a reçu le pouvoir de Mme C. MARIE pour P. DECOSTER, de Mme. A. MOUGINET pour E. BERGES, de M. X. FAUQUE pour S. SANCHEZ-TROYAS, et de Mme I. GENET pour S. MILON.

I. DESIGNATION DES SECRETAIRES DE SEANCE

Madame le Maire sollicite M. G. DUSSILLOL pour assurer la fonction de secrétaire de séance. M. DUSSILLOL accepte d'assurer la fonction pour la séance du jour.

II. ADOPTION DU PROCES VERBAL DU PRECEDENT CONSEIL

Madame le Maire donne lecture du procès-verbal du Conseil Municipal du 3 février 2025.

Elle dit que M. FAUQUE, lors de sa dernière intervention sur le compte-rendu, avait précisé qu'il s'abstenait du vote car il n'avait pas été reporté son intervention sur la nécessité de réinvestir les fonds de la vente de la maison de Bedens dans les bâtiments communaux. Madame le Maire précise que cette intervention figurait bien au procès-verbal. Mme SANCHEZ-TROYAS répond que M. FAUQUE ne revenait pas sur l'absence de sa prise de parole mais sur la manière dont elle a été retranscrite. Madame le Maire en prend note.

Le procès-verbal est adopté à l'unanimité. Elle invite le secrétaire de séance à signer le registre des comptes rendus.

III. ORDRE DU JOUR

Madame le Maire informe l'assemblée qu'elle a réceptionné un courriel ce jour pour demander à délibérer pour la « défense de nos traditions suite à la décision de la Commission Européenne de saisir la cour de Justice de l'Union Européenne d'un recours en manquement contre la France concernant la réglementation de la chasse du pigeon ramier (palombe) au filet ». Elle propose à l'assemblée d'ajouter la délibération à l'ordre du jour en point 3.1. Le Conseil Municipal accepte à l'unanimité l'ajout de la délibération à l'ordre du jour.

Madame le Maire informe l'assemblée qu'elle a réceptionné, accepté et transmis à M. le Sous-Préfet la démission de M. Thierry PROUST de son poste de conseiller municipal. Ayant déménagé dans le Sud de la France et souhaitant s'investir au sein de la commune où il réside, il a adressé sa démission.

ORDRE DU JOUR

DEL20250324/010	Non valeurs
DEL20250324/011	Vote de crédits supplémentaires pour ouverture de crédits d'investissement
DEL20250324/012	Subventions aux associations 2025
DEL20250324/013	Subvention tour cycliste de la CdC
DEL20250324/014	Délibération « défense de nos traditions suite à la décision de la Commission Européenne de saisir la cour de Justice de l'Union Européenne d'un recours en manquement contre la France concernant la réglementation de la chasse du pigeon ramier (palombe) au filet ».
--	Questions diverses

1. FINANCES

1.1 Non valeurs

Madame le Maire fait état de non-valeur, suite à un surendettement et effacement des dettes, relative à des dettes d'assainissement pour un montant total de 3 928.35€ concernant plusieurs familles et plusieurs années.

Compte-tenu de ces éléments, Madame le Maire sollicite le Conseil Municipal pour accepter les non-valeurs suite au surendettement et effacement des dettes de ces familles, après en avoir délibéré, à l'unanimité des membres présents et représentés, décide :

- De procéder à l'admission des non-valeurs suivantes et d'annuler la dette de 3 928.35€
- Charge Madame le Maire d'effectuer toutes démarches nécessaires.

1.2 Vote de crédits supplémentaires pour ouverture de crédits d'investissement

Madame le Maire expose au conseil municipal qu'il convient d'ouvrir des crédits d'investissement avant le vote du budget dans la limite de 25% des dépenses d'investissement de l'année passée.

Madame le Maire rappelle les dispositions extraites de l'article L1612-1 du code général des collectivités territoriales : article L1612-1 modifié par la LOI n°2012-1510 du 29 décembre 2012 – art 37 (VD) qui ouvre la possibilité d'engager et de mandater des dépenses d'investissement dans la limite du quart des crédits ouverts au titre de l'exercice précédent, non compris les écritures d'ordres et les crédits afférent au remboursement de la dette.

	Crédits ouverts Budget 2024	Marge de Manœuvre 2025 dans l'attente du vote du budget (1/4 crédits 2024)	Demande d'ouverture de crédits effectuée au Conseil du 03/02/2025
Chapitre 20	50 000	12 500	
Chapitre 21	199 900	49 975	
Chapitre 23	144 500	36 125	5 000
Total	394 400	98 600	

Madame le Maire expose qu'il s'agit d'un reliquat de travaux de remplacement des huisseries à l'ancienne mairie, effectués par ABB rénovation, qui avaient bénéficié d'un FDAEC en 2024. Le montant proposé concerne donc ces travaux, pour un montant de 5 000 € au chapitre 23, article 2313.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité des membres présents et représentés, décide :

- D'accepter les propositions de Madame le Maire dans les conditions exposées ci-dessus.

2. ASSOCIATIONS

2.1 Subventions aux associations année 2025

Madame le Maire expose au Conseil Municipal le tableau prévisionnel des subventions aux associations préparé par la commission vie associative. Elle rappelle les critères retenus par la commission pour l'attribution des subventions :

1. Service public rendu
2. Aide aux nouvelles associations
3. Fréquence des manifestations
4. Manifestations exceptionnelles
5. Loisirs culturels et sports
6. Nombre d'adhérents
7. Exister depuis 1 an minimum

Par ailleurs, Madame le Maire informe l'assemblée que compte-tenu des restrictions budgétaires nécessaires, il a été convenu une baisse de 10% du montant des subventions allouées aux associations.

M. BRICOUT indique qu'en tant que membre du bureau au sein de plusieurs associations, il ne

participe pas aux votes.

Mme SANCHEZ-TROYAS indique qu'en tant que membre du bureau au sein de *Drôles d'Asso*, elle ne participe pas aux votes.

- Les votes ont lieu à 14 voix (10 présents + 4 pouvoirs)

ASSOCIATIONS	SUBVENTION 2024	DEMANDE 2025	PROPOSITION COMMISSION
A.S.V.P. (Villandraut)	500	1000	450
UCEF	500	500	450
ACCA	500	1000	450
ADRYADES	500	500	400
ALOHA SPIRIT	--	1000	100
AMI-MOTS	500	500	400
AMITIE NOAILLANNAISE	500	500	450
ARCHITEXTURES	200	--	0
COMITÉ DES FÊTES	2000	2000	1800
DROLES D'ASSO	500	500	450
E.S.N.	0	0	0
ECOLE JUDO (Villandraut)	200	200	180
FOYER RURAL	300	300	270
LA BANDE SONS	100	0	0
LOISIRS PES TANCATS NOAILLANNAISE	500	500	450
LOISIR CREATIF	100	200	180
SAINT VINCENT DU BAZADAIS	320	0	350
SECOURS CATHOLIQUE	450	450	400
COMICE AGRICOLE DU BAZADAIS	428	450	0
JS POMPIERS LANGON	0	0	0
CROIX ROUGE	0	0	0
PREVENTION ROUTIERE	0	0	0
COLLEGE ST SYMPHORIEN	0	0	0
ADELFA	0	200	0
HAND CLUB St SYMPHORIEN	0	0	0
SOUS-TOTAL	8 098,00	9 800,00	6 780,00
USEP	900	150€/classe = 800	800
TOTAL GENERAL	8 998,00	10 600,00	7 580,00

M. SANLIAS prend la parole. IL précise qu'il conviendrait de sortir Saint-Vincent du Bazadais des associations, et qu'elle aille sur un autre budget. En effet, la commission a voté 200 €, et le CCAS passe derrière cette décision et décide d'attribuer plus. Il convient dans ce cas que l'aide décidée à cet organisme passe par le CCAS, pas les associations.

Madame le Maire répond que Saint Vincent aide beaucoup. M. SANLIAS répond qu'il ne voit pas d'inconvénient à cela, mais elle n'a rien à voir avec les associations.

M. MANTEL dit qu'il n'y a pas de raison de revenir sur ce qui a été décidé en commission.

Mme SANCHEZ-TROYAS rappelle qu'en commission il a été décidé d'octroyer une aide à hauteur de 50€ par famille, Madame le Maire devait préciser le nombre de familles noaillannaises concernées mais on n'a pas eu le retour.

Madame le Maire répond que 4 familles bénéficient d'un caddie toutes les semaines. Maintenant elles viennent aux restos du cœur. Le CCAS a trouvé que 200 € ce n'était pas beaucoup, il a été proposé 350 €. Elle rappelle que les commissions ne font que des propositions et que les décisions ont lieu lors des votes en conseil municipal. Saint-Vincent du Bazadais est bien une association.

M. SANLIAS répond que ce doit être la commission associations qui décide, pas le CCAS.

Mme BERGES dit que si Saint Vincent du Bazadais doit prendre en charge, c'est la mairie qui va devoir payer pour les aides et cela va coûter plus cher.

Mme SANCHEZ-TROYAS demande combien de familles sont concernées ? Madame le Maire répond qu'il y a 7 familles, donc 350 €.

M. DECOSTER dit que M. SANLIAS est d'accord sur le montant de l'aide, ce n'est pas sur cela qu'il revient. Mais si c'est le CCAS qui fixe le montant, cela devrait être discuté en CCAS, pas en commission associations.

Madame le Maire répond que l'information sur les personnes à aider vient bien du CCAS, ce sont des personnes qui habitent le territoire et qu'il faut aider.

M. DECOSTER répond que sur ce principe tout le monde est d'accord ce n'est pas sur cela que l'on revient.

Mme SANCHEZ-TROYAS dit que ce que M. SANLIAS reproche, ce n'est pas les familles à aider ni le montant, c'est le fait que cela doit être discuté en CCAS, pas en associations. C'est la même chose avec le Secours Catholique. Effectivement si c'était la mairie qui devait aider directement ces personnes, cela coûterait plus cher.

M. SANLIAS dit qu'à partir du moment où l'on vote quelque chose en commission, il n'accepte pas que ce soit voté derrière par le CCAS.

Mme SANCHEZ-TROYAS suggère que compte-tenu de ce fait, il faudrait voter les associations une par une.

Madame le Maire propose à l'assemblée de voter indépendamment les subventions aux associations. Le Conseil Municipal accepte la proposition et procède au vote des subventions au cas par cas.

Résultat des votes du Conseil Municipal, et attribution des subventions aux associations :

ASSOCIATIONS	PROPOSITION COMMISSION	ATRIBUTION CONSEIL MUNICIPAL	RESULTATS DES VOTES DU CONSEIL MUNICIPAL
A.S.V.P. (Villandraut)	450	450	A l'unanimité
UCEF	450	450	A l'unanimité
ACCA	450	450	A l'unanimité
ADRYADES	400	400	A l'unanimité
ALOHA SPIRIT	100	100	A l'unanimité
AMI-MOTS	400	400	A l'unanimité
AMITIE NOAILLANNAISE	450	450	A l'unanimité
ARCHITEXTURES	0	0	A l'unanimité
COMITÉ DES FÊTES	1800	1800	A l'unanimité
DROLES D'ASSO	450	450	A l'unanimité
E.S.N.	0	0	A l'unanimité
ECOLE JUDO (Villandraut)	180	180	A l'unanimité
FOYER RURAL	270	270	A l'unanimité
LA BANDE SONS	0	0	A l'unanimité

LOISIRS PES TANCATS NOAILLANNAISE	450	450	A l'unanimité
LOISIR CREATIF	180	180	A l'unanimité
SAINT VINCENT DU BAZADAIS	350	350	10 pour, 4 abstentions
SECOURS CATHOLIQUE	400	400	A l'unanimité
COMICE AGRICOLE DU BAZADAIS	0	0	A l'unanimité
JS POMPIERS LANGON	0	0	A l'unanimité
CROIX ROUGE	0	0	A l'unanimité
PREVENTION ROUTIERE	0	0	A l'unanimité
COLLEGE ST SYMPHORIEN	0	0	A l'unanimité
ADELFA	0	0	A l'unanimité
HAND CLUB St SYMPHORIEN	0	0	A l'unanimité
USEP	800	800	A l'unanimité
TOTAL GENERAL	7 580,00	7 580,00	

2.2 Subvention tour cycliste de la CdC

Madame le maire indique que dans le cadre de l'organisation de l'épreuve Tour de la CDC du Sud-Gironde une subvention de deux cents euros (200 €) doit être versée par les communes afin de financer l'évènement.

Il est proposé de voter cette subvention en amont du vote du budget 2025, qui devra être intégrée budgétairement au vote du budget primitif de 2025.

La subvention ayant trait à l'intérêt local, la condition de régularité est vérifiée au cas présent.

Le Conseil Municipal, ouï l'exposé de Madame le Maire, après en avoir délibéré, à l'unanimité des membres présents et représentés, décide :

- D'allouer à l'association du GUIDON MACARIEN une subvention d'un montant de 200€ dans le cadre de l'organisation du tour cycliste de la CDC du Sud-Gironde,
- Charge Madame le Maire des démarches nécessaires.

3. TERRITOIRE

3.1 Défense de nos traditions suite à la décision de la Commission Européenne de saisir la cour de Justice de l'Union Européenne d'un recours en manquement contre la France concernant la réglementation de la chasse du pigeon ramier (palombe) au filet

Madame le Maire expose au Conseil Municipal :

VU la directive 2009/147/CE du 30 novembre 2009 du Parlement européen et du Conseil concernant la conservation des oiseaux sauvages (directive « Oiseaux »)

VU le Code de l'Environnement, notamment ses articles L. 424-4, R. 424-9 et R. 424-9-1,

VU l'arrêté ministériel du 25 septembre 2007 relatif aux conditions de chasse des colombidés dans le département de la Gironde,

Considérant la décision de la commission européenne de saisir la Cour de justice de l'Union Européenne d'un recours contre la France pour le non-respect des dispositions relatives à la chasse de la directive « Oiseaux », en particulier ses articles 8 et 9, risquant ainsi de mettre fin à la chasse traditionnelle de la palombe (pigeon ramier) en palombière,

Considérant l'incompréhension que suscite cette décision communautaire compte tenu du caractère ancestral de cette activité, de son antériorité par rapport aux dispositions communautaires elles-mêmes, et de l'interprétation faite aujourd'hui de ces dispositions par la commission européenne pour faire condamner cette activité,

Considérant que la palombe (pigeon ramier) connaît aujourd'hui une véritable explosion démographique au point de constituer un risque important pour l'agriculture obligeant le Préfet de la Gironde à prendre annuellement un arrêté permettant la destruction du pigeon ramier (palombe) sur l'ensemble du département,

Considérant l'importance et l'attachement de nos populations à cette pratique, développée au sein de notre réseau associatif local, porteuse de valeur de vivre ensemble,

M. MILON prend la parole. Il dit que cette démarche est surprenante. On demande au conseil municipal de prendre partie sur une décision de justice européenne. Chacun est libre d'être d'accord ou non avec la chasse, mais il y existe d'autres moyens de faire valoir les traditions, comme la pétition. On pose la question directement aux gens et ils répondent oui ou non.

Madame le Maire répond que la chasse à la palombe est quand même centrée sur le Sud-Ouest, on ne peut pas consulter tout le monde.

M. MILON répond qu'il s'agit d'une décision de justice européenne qui ne date pas d'aujourd'hui en plus. Il y a des lobbies très forts.

Madame le Maire répond que la délibération présentée ici est déjà soutenue par la Région, le Département, il est demandé aux communes de faire la même chose.

M. MILON dit que c'est prendre la population civile en otage. Madame le Maire répond que non il ne faut pas exagérer, c'est aussi le rôle des élus que de défendre les territoires.

M. DECOSTER dit qu'il faut le prendre comme un moyen d'alimenter la pétition dont parle M. MILON.

M. MILON répond que c'est très politique et ce n'est pas la première fois. Il y a des sanctions plus graves que celle-ci et on n'a pas pour autant demandé l'avis des conseils municipaux. Il faudrait prendre l'opinion des gens via une pétition, mais pas demander aux conseils municipaux de se prononcer par un vote.

M. MANTEL dit qu'à tous les niveaux, des décisions sont prises sans demander l'avis des communes. Là on demande car il s'agit de quelque chose de traditionnel.

Suite à ces échanges, Madame le Maire propose de passer aux votes.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à 14 voix pour et 2 abstentions :

- Demande instamment que le Premier Ministre intervienne en défense sur ce dossier auprès de la Commission Européenne pour s'opposer à la saisine de la cour de justice de l'UE,
- Demande que la stratégie de défense soit construite en collaboration avec les services du Ministère de la Transition Ecologique, de la Biodiversité, de la Forêt, de la Mer et de la Pêche, et de la Fédération Départementale des Chasseurs de la Gironde,

Et dans cette attente,

- Emet un avis défavorable sur la décision de la Commission Européenne de remettre en cause la chasse du pigeon ramier (palombe) au filet,
- Apporte un soutien sans réserve en faveur de la chasse de la palombe au filet en palombière, activité cynégétique ancestrale pratiquée au cœur de nos territoires,

- Se dit solidaire de l'ensemble des communes qui émettront un même avis.

4. QUESTIONS DIVERSES

Urbanisme

Madame le Maire fait un point d'information.

- Faisant suite à la remarque d'un conseiller municipal, lors de la séance du 3 février 2025 par laquelle il s'interrogeait sur les possibles réinvestissements dans le patrimoine communal, des recettes liées à la vente de la maison de Bedens, Madame le Maire fait un point des dépenses faites, en cours et à venir sur ce même patrimoine. Il faut noter que les montants énumérés ci-dessous ne tiennent pas compte des interventions générées par le SIVOM ou l'équipe technique communale.

1° Finalisés sur ces 2 dernières années :

- Logement location route du Barrail de Bouey (huisseries, électricité, peintures) : 28 551 €
- Local FIAT (toitures) : 43 985 €
- Local Jeunes (plafonds, électricité) : 4 630 €
- Salle des Fêtes (huisseries, peintures) : 60 754 €

Soit un sous total de 137 920 €

2° En cours

- Ancienne mairie (huisseries) : 4 328 €
- Logement location 5 Place Général Leclerc (huisseries) : 10 079 €
- Novalia (terrasse, plâtrerie, peinture, électricité, plomberie) : 52 975 €

Soit un sous-total de 67 382 €

3° A venir, prévisible :

- Novalia (toiture) : estimée à 200 000 €

Ce qui nous amène à un total cumulé de 227 302 €. Certes, si pour certains postes de dépenses listés, des subventions ont été demandées voire accordées, telles que FDAEC, DETR, DSIL etc. avec des ratios de 35 à 80%, le reste à charge reste conséquent, à savoir également que certaines de ces prestations ne sont tout simplement pas éligibles.

Associations

M. SANLIAS fait un point d'information.

- Mardi dernier s'est tenue la réunion du SDIS à Illats à laquelle M. SANLIAS s'est rendu avec M. LAVOCAT. Réunion en vue de la préparation de la saison d'été. IL a été insisté sur l'importance du débroussaillage. On peut aller chez le voisin débroussailler si celui-ci ne le fait pas, pour répondre à l'obligation. C'est une chose dont il faudra reparler dans le P'tit Noaillannais. M. DECOSTER dit que la question qui se pose, c'est si personne ne veut le faire, comment ça se passe ? M. SANLIAS répond que la question a été posée, mais il n'y a pas eu de réponse.
- A la Saint-Patrick, il y a eu 3 manifestations simultanées : Ami Mot avec une quarantaine de personnes, le Comité des Fêtes, et le Petit Cercle. Il est dommage que les trois manifestations aient lieu en même temps. Ami Mot a donné une date de manifestation puis l'a changée, il a conservé les mails.
- Le Salon de la randonnée se prépare. Tout le monde est motivé, il y a plusieurs maires qui ont demandé comment ils pouvaient aider, M. SANLIAS a répondu en venant tout simplement, et en passant l'information. La seule difficulté concerne les démarches

administratives avec la Préfecture, c'est compliqué. Mme SANCHEZ-TROYAS dit qu'elle a bien réceptionné le mail et y a répondu, concernant l'organisation. M. SANLIAS répond qu'il a bien vu, Mme SANCHEZ-TROYAS sera affectée au parking.

Ecole

Mme CODEGA fait un point d'information.

- Le conseil d'école du 18 mars s'est bien déroulé, beaucoup de projets ont été abordés.
- A ce jour, 6 enfants sont inscrits pour la rentrée en petite section.
- Les parents des enfants turbulents ont été convoqués pour faire des entretiens et trouver des solutions, de même que les parents inquiets de la situation à l'école ont été reçus.
- La directrice est souvent absente depuis la rentrée, c'est Mme LELONG qui assurait le remplacement jusqu'à ce jour où elle a fait savoir à Mme l'inspectrice d'Académie qu'elle ne souhaitait pas poursuivre.
- La table de Ping Pong a été installée et un mot a été mis dans les cahiers pour que les enfants se munissent de raquettes et de balles. Le jeu plaît beaucoup.
- Une nouvelle activité a été lancée, le soir les enfants qui le souhaitent peuvent aller faire du jardinage, avec un système de roulement.

Social

Mme BERGES fait un point d'information.

- Des élus ont assisté à la pose de la première pierre de l'habitat partagé au Mas d'Agenais. C'était très sympa mais il faisait très froid. Des personnes qui se sont positionnées à Noaillan ont également été amenées afin qu'elles puissent voir à quoi cela ressemble. Au Mas d'Agenais il s'agit d'une réhabilitation, pas d'une construction neuve.
- La cérémonie de la première pierre à Noaillan est envisagée en mai-juin.
- Une demande de capture de chats a été faite. Le vétérinaire d'Uzeste va partir à la retraite, on va se rapprocher de Toulence. Il y a beaucoup de chats errants sur certaines zones.

Mme SANCHEZ-TROYAS demande la parole et souhaite poser une question au nom du groupe « Noaillan avec vous » : qu'en est-il de l'ATSEM supprimée à l'école, va-t-elle être remplacée ? Madame le Maire répond qu'elle n'a pas été supprimée, mais elle a terminé son contrat et il n'a pas pu être renouvelé.

Mme SANCHEZ-TROYAS demande si Madame le Maire à l'intention de remettre une ATSEM avec les petits ? Madame le Maire répond qu'elle étudie comment faire pour que cela passe au niveau du budget. Des personnes ne vont prochainement plus être à la charge de la commune, donc cela devrait aller mieux, mais ce sera pour la rentrée de septembre, pas là.

Mme SANCHEZ-TROYAS demande que fait-on de ces 9 enfants qui ont 3 ans ? Ce sont des enfants qui sont malmenés depuis le début de l'année. La classe a été séparée pour permettre une meilleure ambiance. Mais la directrice est souvent absente, et il n'y a pas de figure d'attachement pour ces enfants, la seule qui pourrait être cette figure serait l'ATSEM mais il n'y en a pas. Mme SANCHEZ-TROYAS dit qu'elle parle en connaissance car c'est son travail et demande si l'on peut imaginer au niveau psychologique ce que cela implique pour ces enfants ? Il faut trouver une solution, quand un enfant se fait pipi dessus, on ne peut pas laisser les 8 autres sans surveillance ce n'est pas possible. Madame le Maire répond qu'elle n'a pas été informée de ce cas. Mme SANCHEZ-TROYAS répond que cela est déjà arrivé, et c'est de la responsabilité des élus d'assurer la sécurité des enfants, en cas d'accident ce sera leur responsabilité qui sera engagée.

Mme SANCHEZ-TROYAS dit par ailleurs que Madame le Maire parle de budget, mais elle parle de bien-être et de psychologique, ce n'est pas la même chose. D'ailleurs, niveau budget il y aurait des solutions à trouver. Mme SANCHEZ-TROYAS informe avoir appelé le Centre de Gestion, et a été informée du fait que la commune ne percevait pas certains remboursements pour les agents absents, car certains papiers n'étaient pas envoyés. Peut-être qu'en envoyant les papiers demandés, la commune serait remboursée, donc il faudrait le faire. Madame le Maire répond que ce n'est pas tout à fait ça. Mme SANCHEZ-TROYAS répond que donc c'est le Centre de Gestion qui ment. Madame le Maire répond

que pas du tout, mais la secrétaire a pris des rendez-vous pour les gents concernés, pour effectuer les visites nécessaires, et les personnes n'y vont pas, les rendez-vous ont été repoussés. Mme SANCHEZ-TROYAS répond que le Centre de Gestion a informé que malgré les rappels pour les documents manquants, il n'y a pas eu de réponse de la part de la collectivité. Niveau finances il y a donc à faire. Niveau psychologique, il faut réinstaller quelqu'un sur le temps de classe, même si le temps doit être minimisé, mais on doit avoir quelqu'un.

Madame le Maire répond que le message a été entendu, cela va être discuté en commission école et une information sera apportée lors du prochain conseil municipal.

L'ordre du jour étant épuisé, personne ne demandant la parole, Madame le Maire clôt la séance du conseil Municipal à 20h00.